

/

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**(CCAP N° DIRCO-SIR-147-TAC-BERNEUIL du 3 décembre 2024)**

#### **L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage**

Direction Interdépartementale des routes Centre-Ouest

#### **Représentant du Pouvoir adjudicateur (RPA)**

Le Directeur Interdépartemental des Routes Centre-Ouest habilité par  
l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2023

#### **Objet du marché**

RN 147 - Aménagement d'un crèneau de dépassement entre Limoges et Bellac à  
Berneuil (département 87) - Section courante et rétablissements

#### **Remise des offres**

Date et heure limites de réception : 19/09/2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du  
RPA)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales.....	8
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	13
1-8 Ordres de service.....	13
1-9. Propriété intellectuelle.....	13
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	19
3-4. Modalités particulières de paiement.....	21
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	22
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	22
<b>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>23</b>
4-1. Délais de réalisation.....	23
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	23
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	23
4-4. Autres pénalités.....	23
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>28</b>
5-1. Retenue de garantie.....	28

5-2. Avances.....	28
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>29</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	29
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	29
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	29
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	30
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>30</b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	30
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	30
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	31
7-4. Piquetage général.....	31
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	31
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX....</b>	<b>31</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	31
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	33
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	33
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	33
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	36
8-6. Registre de chantier.....	36
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>37</b>
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	37
9-2. Réception.....	37
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	37
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	38
9-5. Documents fournis après exécution.....	38
9-6. Délai de garantie.....	38
9-7. Garanties particulières.....	38
<b>ARTICLE 10. RÉSILIATION.....</b>	<b>40</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>41</b>
11-1. Les conditions de réalisation.....	41

11-2. Les publics visés.....	41
11-3. Les modalités de mise en œuvre.....	42
11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion .....	43
11.5 Globalisation des heures d'insertion.....	43
11.6 Les modalités de contrôle.....	44
11.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	44
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>45</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent l'aménagement d'un créneau de dépassement à 2x2 voies sur la RN147 entre Limoges et Bellac. L'aménagement comprend également les voies de rétablissement.

Le lieu d'exécution des prestations est sur la commune de Berneuil (département 87)

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché comportera une tranche ferme et une tranche optionnelle désignées ci-après :

Désignation des tranches	
<b>Tranche ferme</b>	décapage total (section courante et dessertes) + assainissement provisoire + réalisation de la desserte Est + rétablissement des drains existants le long de la desserte Est.
<b>Tranche optionnelle 1</b>	terrassement, assainissement et chaussées (TAC) de la section courante et de la desserte Ouest.

L'opération de travaux n'est pas allotie.

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Sans objet.

#### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

### **1-3.3.** Conduite d'opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est M. le Chef du Service de l'Ingénierie Routière  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Ouest

Le Chef de Projets est désigné Responsable du Contrôle, du Suivi et de l'Exécution du Marché (RCSEM). Une délégation par ordre de service lui sera donnée fixant ces délégations.

Le Chef de Projets du SIR assurera la constatation des travaux, la rédaction des constats et la préparation des pièces de liquidation des dépenses (en application de la circulaire 2005-20 du 20 mars 2005).

Il est chargé d'une mission comprenant :

- l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- la direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- l'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

### **1-3.5.** Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS". Le nom de ce dernier sera communiqué au titulaire du présent marché durant la période de préparation.

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

- l'exploitant de la RN147 - district Poitiers / CEI Bellac,
- les différents contrôles extérieurs,
- le coordonnateur environnemental.

### **1-3.9.** Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par Monsieur le Directeur interdépartemental des Routes Centre-Ouest ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- la réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- la réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4)
- la réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- la réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- l'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- la réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- la réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- la communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- la réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- la réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- la réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par courriel par mail, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire, n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Par dérogation à l'art. 3.1 du CCAG, les ordres de services seront signés par le maitre d'oeuvre et/ou le maitre d'ouvrage.

## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4 du présent CCAP

### **1-4-2** Sites sensibles

Sans objet.

### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

## **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-6.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions



fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-6.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français

seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....  
du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### **1-6.3.1** Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2** Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3** Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

les plafonds minimums de garantie par sinistre à prévoir sont de 10 M€ pour les lots de gros œuvre et de 6 M€ pour les autres lots. Cette garantie comprend obligatoirement : garantie effondrement avant réception ; la RCD y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ; les garanties dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la RCD du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### **1-6.3.4** Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

##### 1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- L'attention du candidat est attirée sur le fait que le chantier s'inscrit dans un contexte environnemental sensible et que le maître d'ouvrage souhaite une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion et l'organisation du chantier et dans le suivi de l'élimination des déchets de chantier.
- Le candidat devra avoir pour objectif majeur, lors de toutes les phases de travaux, de supprimer tout risque de pollution du site et de préserver les abords du chantier dans leur état naturel.
- Le Plan Général de Respect de l'Environnement précise les enjeux en termes de développement durable, ainsi que les mesures attendues en phase travaux pour un respect de l'environnement, notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, les circuits courts pour la fourniture des matériaux et leur qualité environnementale.
- Pour ce faire, le candidat nommera un chargé d'environnement. Il est rémunéré au titre de la mission environnement. Il peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, le titulaire justifiera des capacités de cet opérateur économique et apportera la preuve qu'il

- disposera pour l'exécution du marché :
- de ces capacités,
  - de la disponibilité de cet opérateur.
  - L'attention des candidats est attirée sur le fait que les compétences du chargé d'exécution et l'organisation de sa mission seront valorisés dans l'analyse des offres.
  - En complément l'entrepreneur veillera aux conditions complémentaires suivantes :
    - 1. Valoriser les matériaux issus du site ;
    - 2. Favoriser la mise en décharge à proximité sur site quand nécessaire.

#### **1-6.6. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

#### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

#### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

Par dérogation à l'article 3-8-1 du CCAG, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés, signés et notifiés par le MOE.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Pour ces ordres de service, par dérogation à l'article 3-8-1 du CCAG le maître d'ouvrage est réputé avoir donné son accord tacitement trois jours après avoir été saisi par courrier ou mail par le maître d'œuvre. En cas d'urgence le maître d'ouvrage ne sera pas saisi pour validation de ces ordres de service. Le maître d'œuvre devra indiquer, par courrier ou par mail, au maître d'ouvrage le recours à cette procédure d'urgence avant d'émettre l'ordre de service.

#### **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

### **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) ;
- la Notice d'Exploitation Sous Chantier (NESC) sur laquelle s'appuiera le titulaire pour l'élaboration du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) ;
- le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ), les 110 premières pages;
- le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) intégrant le schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED), les 70 premières pages;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le bordereau des prix et le détail estimatif.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES**

### **VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

##### **3-1.1.** délais limites de notification

Le délai limite de notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle est précisé ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

<b>Tranche</b>	<b>Délai</b>
<b>Optionnelle 1</b>	9 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, le délai d'affermissement de la tranche optionnelle est prolongé d'autant.

### **3-1.2.** indemnité de dédit

Il n'est prévu ni indemnité de dédit ni rabais sur tranche optionnelle.

### **3-1.3.** indemnité d'attente

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### **3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées :
  - aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
  - aux mesures engendrées par **le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets** conformément à la législation en vigueur et à u mémoire technique de l'offre.
  - aux mesures particulières concernant l'autorisation loi sur l'eau et à la dérogation des espèces protégées ;
- En considérant que l'entrepreneur s'est rendu sur le site et a reconnu l'étendue des travaux à réaliser (cf. art. 6 du RC : possibilité de visite du site avec le maître d'œuvre).
- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes : respect des accès de chantier qui seront définis en concertation avec le maître d'œuvre et les coordonnateurs SPS et environnement. Aucun accès ne sera créé hors emprise.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
  - Nombre de jours de gel à – 10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
  - La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
  - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
  - La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
  - Le poste météorologique de référence est la station de Limoges – Bellegarde ;
- En tenant compte des sujétions listées aux articles 8-4 et 8-5 du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et

du suivi de ce plan tout au long du chantier. La mission de cet agent (Chargé Environnement) est définie à l'article 8-4-9-3 du présent CCAP ;

- En tenant compte des conditions d'utilisation des voies publiques mentionnées à l'article 8.4.8 ci-après et des sujétions d'exécution particulières pour :
  - la proximité des voies circulées et l'impact sur certaines phases de travaux,
  - le maintien de la circulation publique sur les diverses voies au droit des chantiers telle que définie dans la Notice Exploitation Sous Chantier jointe au présent dossier :
    - RN 147 ;
    - voies communales impactées ;
- L'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix, est à la charge de l'Entrepreneur (voie d'accès, piste de chantier, accès riverains, rétablissement des écoulements naturels...).
- Prise en compte des sujétions d'exécution imposées par le CCTP ;
- Prise en compte des sujétions ou conditions imposées par les ouvrages et habitations existants à proximité ou au travers du chantier (habitations, réseaux divers, ouvrages déjà construits ou en construction,...).
- Tous les contrôles, à l'exception de ceux mentionnés clairement dans le marché « à la charge du Maître d'ouvrage » sont à la charge de l'Entrepreneur.
- Prise en compte de la présence de la nappe phréatique pouvant être localement sub-affleurante ou des nappes perchées.
- Prise en compte de la variation de profondeur du toit rocheux
- Prise en compte des contraintes (circulation, travaux) liées à la présence des réseaux existants pouvant contribuer à une modification de projet et à des difficultés d'intervention.
- Prise en compte des contraintes de charge des engins. L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter l'embourbement et respecter les limitations de tonnage.
- L'entreprise respectera impérativement les clôtures (pas de franchissement) et les réparera si elle les dégrade, avec frais à sa charge.
- L'entreprise respectera impérativement les balises, jalons, repères et autres dispositifs mis en place par le Maître d'œuvre ou tout autre intervenant et les réparera si elle les dégrade, avec frais à sa charge.
- L'entreprise respectera impérativement les clôtures petites faune et les réparera si elle les dégrade, avec frais à sa charge.
- Prise en compte des sujétions liées aux contraintes contractuelles de phasage ;
- Prise en compte des frais de coordination ou de pilotage en cas de sous-traitance ou de co-traitance.
- Prise en compte des contraintes de circulation aux abords du chantier en particulier les limitations de vitesse.
- En tenant compte des sujétions qui sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :
  - Les contrôles et essais ;
  - Les travaux de déplacement des réseaux (Orange, ENEDIS, AEP...). Ces travaux de réseaux peuvent pour partie être en cours de réalisation durant la réalisation des travaux du présent chantier. La gestion des travaux se fera en coactivité avec les travaux du présent marché ;
- Les éventuels travaux d'entretien des clôtures ;
- Les travaux liés à l'exploitation des voies ouvertes à la circulation publique.
- L'entreprise respectera la date des cultures pour réaliser la tranchée d'évacuation du bassin après avoir pris contact avec ce dernier.
- L'entreprise conservera un accès au chemin face à la route de Panissac aux agriculteurs pendant toute la durée du chantier.



**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RPA ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RPA dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires autres que ceux exigés à l'article 3 du Règlement de la Consultation à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service ;
- un sous-détail de tous les prix du bordereau des prix autres que ceux exigés à l'article 3 du Règlement de la Consultation à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service ;

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

#### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce

projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures, ainsi que toutes les pièces relatives aux paiements des travaux sous-traités (attestations de paiement du titulaire et copie des factures des sous-traitants), **devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :**

**Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Factures TRAVAUX

Destinataire, maître d'œuvre et maître d'ouvrage

**Références à mentionner impérativement sur la facture :**

**N° SIRET DE LA DIRCO : 13000168800410**

**SERVICE EXECUTANT (S.E.) : EALCPCM087 (facultatif)**

**N° EJ chorus : transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché (sans espace)  
Cadre de facturation A4**

**3-2-6.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage confie au maître d'œuvre la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le maître d'œuvre notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

**3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

**3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

**3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

**3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 du présent document. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

**3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant

l'objet du marché sont :

Index	Désignation
EV1	Travaux de végétalisation
PMR	Produits de marquage routier
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
TP03a	Grands terrassements
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TP09	Fabrication et mise en oeuvre d'enrobés
TP10f	Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
TP13a	Charpentes et ouvrages d'art métalliques

Ces index sont publiés :

- sur le site de l'INSEE

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
EV1	311, 402
TP02	401, 403
TP03a	301, 302a-TF, 302d-TF 302a-TO, 302b, 302c, 302d-TO
TP08	101-TF, 102-TF, 103-TF, 104-TF, 105-TF, 106-TF, 107, 110a-TF, 110b-TF, 110c-TF, 120-TF, 130-TF, 140-TF, 150-TF, 201, 202-TF, 303-TF, 304-TF, 308a-TF, 308b-TF, 308c-TF, 602-TF, 612-TF, 613-TF 101-TO, 102-TO, 103-TO, 104-TO, 105-TO, 106-TO, 110a-TO, 110b-TO, 110c-TO, 110d, 110 e, 120-TO, 130-TO, 140-TO, 150-TO, 202-TO, 303-TO, 304-TO, 305, 308a-TO, 308b-TO, 308c-TO, 310, 501, 505, 601, 602-TO, 606, 607a, 607b, 608, 609, 610, 611, 612-TO, 613-TO, 614, 615a, 615b, 616a, 616b, 703
TP09	309, 502a, 502b, 502c
TP10f	203a-TF, 203b-TF 203a-TO, 203b-TO, 604a, 604b, 604c, 604d, 604e
TP13a	204-TF 204-TO, 702, 704, 705
PMR	701

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente**.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations de la tranche concernée ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.

- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Pour les prix forfaitaires, **en cas de groupement**, le mandataire fournira une répartition **en pourcentage** par co-traitants.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution : par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

### **4-1. Délais de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à : zéro (0).

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités journalières suivantes :

Tranche	Pénalité journalière
Ferme	2 500,00 €
Optionnelle 1	2 500,00 €

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet

#### **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

#### **4-4.1.** Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

À la fin des travaux, dans le délai de 5 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

#### **4-4.2.** Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 2 500 euros.

#### **4-4.3.** Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

#### **4-4.4.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 500 €

#### **4-4.5.** Autres pénalités diverses

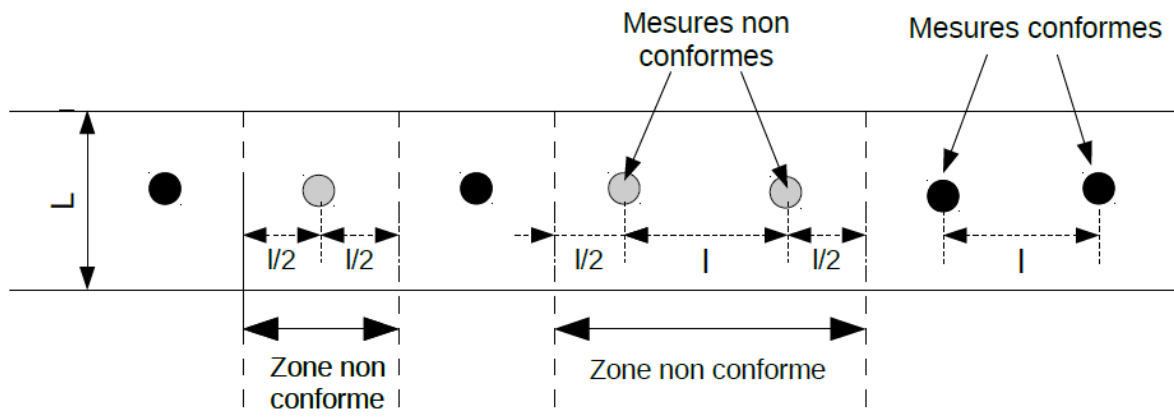
- Pénalité pour retard de remise des décompositions ou sous-détails de prix : 500 €/jour
- Pénalité pour non remise des pièces au 1-6 du CCAP : 500 €/document non remis
- Pénalité pour retard de remise de documents d'exécution : 300 €/jour
- Pénalité pour défaut de signalisation temporaire de chantier : 5 000 €/jour ou par manquement
- Pénalité pour non-respect du délai de prévenance et/ou de la levée du point d'arrêt : 2 000 €/jour.
- Pénalité pour défaut de nettoyage des voies publiques : 1 000 €/jour
- Pénalité pour dégradation des clôtures provisoires : 2 000 € par cas constaté.
- Pénalité pour non respect d'une clause des SOPAQ, PAQ (notamment les procédures d'exécution et les FTP): 2 000 €/jour ou par cas constaté
- Pénalité pour non respect d'une clause des SOPRE, PRE : 1 500 €/jour ou par cas constaté
- Pénalité pour non respect d'une clause du PPSPS ou toutes règles d'hygiène et de sécurité : 2 000 €/jour ou par cas constaté
- Pénalité pour absence de piquet dans le cadre du piquetage (tout le long du chantier) : 500€ /jour d'absence constaté
- Pénalité pour retard de remise du DOE, lors des opérations préalables à la réception, l'entrepreneur encourt une pénalité de 1 000 €/jour constaté
- Pénalités pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers :
  - Pénalité pour les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement : 500 € / cas
  - Pénalité pour les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables : 2000 € / jour ou /cas



- Pénalité pour dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes : 10 000 € / cas

#### **4-4.6.** Non conformité des couches de chaussée

Pour un sens de circulation donné, la surface de chaussée concernée par une non-conformité est obtenue en multipliant la largeur L de la voie par la longueur de la zone non-conforme, tel qu'indiqué sur le schéma ci-dessous :



##### 1) Compactage des graves et bétons traités aux liants hydrocarbonés

Si à l'issue de la réception des compacités des graves et des bétons traités aux liants hydrocarbonés (grave bitume et béton bitumineux) prévue au CCTP, il apparaît que les compacités définies au CCTP ne sont pas obtenues, les mesures suivantes sont appliquées :

Soit y le pourcentage de points de mesure ne respectant pas les spécifications définies au CCTP.

- Si  $y \leq 10\%$  , les résultats sont conformes,
- Si  $10 < y \leq 20\%$  il est appliqué la réfaction de prix suivante :  
 $0,025 \times (y-10) \times P \times t$ , avec :

P : prix unitaire

t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

- Si  $y > 20\%$  : refus du lot défectueux et remise en état complète aux frais de l'entrepreneur.

##### 2) Anomalie du profil transversal de la chaussée

Le contrôle des pentes transversales est réalisé dans les conditions détaillées au CCTP.

En cas de non-respect des tolérances fixées au CCTP, il sera appliqué une réfaction égale à 10% du prix total de mise en œuvre du matériau sur la surface concernée.

La surface à prendre en compte est le produit de la largeur de la voie par la distance entre profils. Pour autant, s'il est constaté un devers inférieur à 1 %, il sera demandé à l'entrepreneur de remédier à ses frais à la reprise du dévers, ceci est d'autant plus vrai pour les points bas.

##### 3) Anomalie du profil longitudinal de la chaussée

Le contrôle est réalisé par bande de répandage.

En cas de non-respect des tolérances fixées au CCTP, il sera appliqué une réfaction de prix de 20 % sur les matériaux et la mise en œuvre de la couche en défaut.

Le linéaire à prendre en compte est la longueur sur laquelle porte l'irrégularité.

La surface et le volume équivalents sont obtenus en effectuant le produit par la largeur de la bande de répandage et par l'épaisseur de matériaux mis en œuvre.

Ces réfections ne sont applicables que dans la mesure où le total des linéaires irréguliers n'excède pas 10% du linéaire total de la bande de répandage.

Au-delà, l'entrepreneur procédera, à ses frais, au reprofilage nécessaire.

#### 4) Uni longitudinal de la couche de roulement

En cas de non-conformité de l'uni longitudinal, l'entrepreneur propose une solution de remise en conformité. La longueur minimale de reprise ne peut être inférieure à 200 mètres.

En fonction des solutions envisagées, le maître d'œuvre se réserve le droit d'appliquer une réfaction de prix après remise en conformité.

Le lot considéré étant formé du lot de contrôle, la réfaction de prix est de 10 % du prix total des prestations assurées par l'entrepreneur au titre du matériau considéré (en PO et MO).

Considérant les grandes ondes (GO), en cas de non-conformité, le montant des pénalités s'élève à 5 % des prix liés à la construction de l'intégralité des couches mises en œuvre.

#### 5) Anomalie décelée au contrôle de la macro texture

Pour un lot de contrôle non conforme, aucune réfaction de prix pour non conformité de la macrotexture n'est applicable.

L'entrepreneur propose une solution de **réfection**. Après cette réfection, des mesures de macrotexture sont effectuées aux frais de l'entrepreneur.

#### 6) Non-conformité dans la composition des enrobés

La conformité de la composition des enrobés est effectuée à partir de résultats issus :

- De prélèvements d'échantillon d'enrobé à chaud,
- De carottages.

Le CCTP définit trois zones de qualité (mauvaise, médiocre, correcte) en fonction de seuils de fabrication :

<b>Définition des seuils de qualité de fabrication</b>					
<i>Granularité</i>	<i>Zones de qualité</i>				
	Mauvaise	Médiocre	Correcte	Médiocre	Mauvaise
% de passant à D	-5 %	-3 %	Valeur de l'épreuve de formulation en %	+3 %	+5 %
% de passant à 8 ou 12,5 mm selon D	-8 %	-5 %		+5 %	+8 %
% de passant à 6,3 mm	-7 %	-4 %		+4 %	+7 %
% de passant à 4 mm	-7 %	-4 %		+4 %	+7 %
% de passant à 2 mm	-5 %	-3 %		+3 %	+5 %
% de passant à 0,063 mm	-1,2 %	-0,7 %		-	-
Teneur en liant	Mauvaise	Médiocre	Correcte	Médiocre	Mauvaise
Extraction	-0.5 %	-0.3 %	Valeur de l'épreuve de formulation en %	+0.3 %	+0.5 %

Un lot est considéré comme non-conforme si un ou plusieurs résultats se situent hors de la zone de qualité correcte.

Si un ou plusieurs résultats se situent dans la zone de qualité mauvaise, le lot défectueux est refusé.

La remise en état complète est aux frais de l'entrepreneur.

Si un ou plusieurs résultats se situent dans la zone de qualité médiocre, les réfections suivantes

sont appliquées :

- Pour le passant à 0,063 mm , une réfaction égale a  $0,03 \times |g| \times P \times t$  est appliquée, avec :

- $|g|$  : valeur absolue de l'écart entre le pourcentage massique de fines mesure, et la valeur de la limite inférieure en fines tolérées (pourcentage).

- P : prix unitaire.

- t : nombre de tonnes du lot concerné par le contrôle.

- Pour les passants aux tamis de 2 mm, 4 mm, 6,3 mm, 8 mm, 10 mm, 12,5 mm et 14 mm, une-réfaction égale à  $0,01 \times |g| \times P \times t$  est appliquée.

Cette réfaction est applicable a chacun des tamis.

- Si le dosage en liant de l'enrobé se situe dans la zone de qualité médiocre, une réfaction de 10 % est appliquée au prix de l'enrobé fabriqué. Le prix de l'enrobé fabriqué est celui indiqué par l'entrepreneur dans son sous-détail de prix d'enrobé.

Le lot considéré correspond à une journée d'application. Il est prévu au minimum 3 prélèvements par journée d'application.

#### 7) Non respect dosage en liant

En début de chantier, les dosages théoriques des diverses catégories d'enrobés et de graves sont proposés par l'entrepreneur et indiqués dans son PAQ.

En cas de constatation a posteriori sur l'enrobe ou la grave fabriqué(e) et mis(e) en oeuvre, d'un dosage moyen en liant différent de + ou - 0,3 p.p.c par rapport au dosage théorique contrôle sur au moins six valeurs :

- Si cette moyenne des contrôles est comprise entre + ou - 0,3 et 0,5 p.p.c par rapport au dosage théorique, il est appliqué une réfaction à la tonne d'enrobés de 10 % du prix de fabrication des enrobés sur le lot de contrôle concerné, tel qu'il résulte du sous détail de prix fait à son offre.

- Si la moyenne des contrôles est supérieure à + ou - 0,5 p.p.c par rapport au dosage théorique, la fabrication des enrobés n'est pas rémunérée sur le lot de contrôle concerné.

Le lot considéré correspond à une journée d'application. Il est prévu au minimum 3 prélèvements par journée d'application.

#### 8) Sous-épaisseurs de couches de chaussée

En cas de non-respect des tolérances fixées au CCTP sur les épaisseurs de couches de chaussée, les modalités suivantes sont appliquées :

- Cas de la couche de roulement :

- Si aucune épaisseur hors tolérance n'est inférieure à 4 cm, une réfaction de 20 % est appliquée sur le prix de mise en oeuvre de l'enrobé (prix de mise en oeuvre indiqué par le titulaire dans son sous-détail de prix). Le tonnage pris en compte pour calculer la réfaction est obtenu en utilisant la formule :

$T = L \times d \times 0,06 \times MVA$ , ou L est la largeur de la voie, d la longueur de la zone non conforme, et MVA la masse volumique apparente de l'enrobé indiquée sur le PV d'épreuve de formulation.

- Si une ou plusieurs épaisseurs hors tolérances sont inférieures à 4 cm, la zone non conforme doit être refaite.

#### 9) Défaut de collage des couches

Le collage des couches est contrôlé par carottage dans la chaussée ou par une méthode non destructive.

En cas de défaut de collage des couches, si les zones défectueuses excèdent 20 % du linéaire répandu, les couches concernées doivent être refaites.

Si le linéaire de zone défectueuses est inférieur à 20 % du linéaire répandu, une réfaction de 20 % est appliquée sur le prix de fabrication et de mise en œuvre de la couche en défaut.

Le tonnage pris en compte pour le calcul de la réfaction est obtenu en utilisant la formule :  
 $T = L \times d \times e \times MVA$ , où L est la largeur de la bande répandue, d la longueur de la zone non conforme, e l'épaisseur de la couche, et MVA la masse volumique apparente de l'enrobé indiquée sur le PV d'épreuve de formulation.

#### **4-4.7. Marquage**

En cas défaut sur le marquage horizontal, notamment sur la réalisation des modules de rive et/ou en axe, une pénalité de 50 % du montant des travaux de marquage sera appliqué.

De plus, l'entreprise s'expose à la reprise à ses frais de la couche de roulement (fraisage, remise en œuvre d'enrobé, peinture), si le Maître d'Ouvrage estime que le défaut de marquage engendre une gêne à l'usager ou un problème de sécurité impliquant un comportement accidentogène.

Le fraisage des lignes de marquage identifiées en défauts ne sera pas acceptable et l'application de produit noir de masquage est prohibé.

La réalisation de tout marquage sur chaussée fait l'objet d'un point d'arrêt qui doit faire l'objet d'un levé formel de la part du MOE.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

<b>Tranche</b>	<b>①</b>
Ferme	40,00 %
Optionnelle 1	40,00 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la tranche du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement

de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

## **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

## **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- tous les ouvrages souterrains décrits dans les plans et référencés dans le dossier DT (Déclaration de Travaux).

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

#### **● Par les soins du titulaire :**

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux (planning des travaux comprenant le chemin critique des tâches à exécuter) en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point du PRE dans un délai de 20 jours;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
  - des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
    - Établissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**



– **Par les soins du maître d'œuvre :**

- Acceptation des matériaux et produits proposés par l'entrepreneur,
- Visa des études d'exécution,
- Validation des procédures d'exécution,
- Validation du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) et du Plan de Respect de l'Environnement (PRE)
- Validation du calendrier d'exécution des travaux,
- Collecte des résultats de sondages réalisés pour l'élaboration des plans de piquetage spécial,
- Collecte des plans de piquetage général et spécial,
- Approbation de la conception des installations de chantier (implantation, composition, modalités de raccordement aux réseaux, ...),
- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande, pour examen avant transmission au maître d'ouvrage,
- Le cas échéant, proposition d'agrément des sous-traitants au maître d'ouvrage (DC4),
- Collecte des plans particuliers pour la sécurité et la protection de la santé (PPSPS),
- D'une façon générale, levée des points d'arrêt relatifs à la période de préparation (cf CCTP).

## **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

## **8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

## **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire conformément au CCTP.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

#### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

#### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée aux frais du titulaire du marché, sous le contrôle du service ci-après :

DIR Centre-Ouest  
district de Poitiers / CEI de Bellac  
La Lande au Monteil  
87300 BLANZAC  
Tel : 05 55 60 94 01  
Courriel : [cei-bellac.district-poitiers.dirco@developpement-durable.gouv.fr](mailto:cei-bellac.district-poitiers.dirco@developpement-durable.gouv.fr)  
et [district-poitiers.dirco@developpement-durable.gouv.fr](mailto:district-poitiers.dirco@developpement-durable.gouv.fr)

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux et la signalisation des itinéraires de déviation sont réalisées par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et

matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve des éléments de signalisation en quantité suffisante pour permettre de remplacer sans délai les éléments détériorés ou volés.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.5.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6.** Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

#### **8-4.7.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8.** Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

Le titulaire veille au parfait état de propreté des voies d'accès aux abords du chantier ainsi que sur la RN147 en cours de chantier. Il prend toutes dispositions (balayage, ouvrages provisoires,...) pour éviter en permanence, le dépôt de boues, matériaux divers et la stagnation d'eau sur les chaussées. Les interdictions d'accès de chantier pour les usagers non autorisés à pénétrer dans les emprises des travaux sont mises en place par le titulaire qui en assure la maintenance.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

## **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

## **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

# **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

## **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

### **9-1.1.** Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-1.2.** Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

## **9-2. Réception**

### **9-2.1.** Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages désignés ci-après :

- les dispositifs d'étanchéité par géomembrane,
- les terrassements,
- les chaussées, y compris la signalisation horizontale,
- les canalisations et regards d'assainissement,

ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne

sera pas acquise.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- les notices de fonctionnement ;
- les prescriptions de maintenance ;

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

En complément, les documents ci-dessous doivent être fournis au format physique numérique ou papier : l'ensemble des plans de récolement

#### **Le marché sera payé à hauteur de 85 % tant que les documents de récolement**

**n'auront pas été fournis**, sans toutefois que la retenue puisse excéder 10 000 € (cf article 3-2.6 du présent CCAP). Le paiement du solde est subordonné à un certificat du chef du Service Ingénierie de la DIRCO, proposé par le chef de projet, précisant que les documents de récolement ne sont pas un copié/collé des documents d'exécution, mais correspondent à la réalité des ouvrages réalisés.

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-7. Garanties particulières**

#### **9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur les dispositifs d'étanchéité par géomembrane pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

### **9-7.2.** Garantie particulière en cas de dégradation de la desserte Est

En cas de dégradations constatées par le MOE de toutes origines (y.c. circulation de tiers) lors de l'utilisation de la desserte Est, l'entreprise aura à sa charge la reprise des désordres constatés.

### **9-7.3.** Autre(s) garantie(s) particulière(s)

#### Garantie liée à la présence de fraisats :

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG et pour les solutions concernant l'incorporation d'agrégats d'enrobés (fraisats) dans la fabrication des enrobés pour couche de liaison et de roulement, ou pour les couches d'assises, le délai de garantie est fixe à 3 ans.

#### Matériaux de type nouveau :

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

- couches d'assise de chaussée en enrobés hydrocarbonés fabriquées avec incorporation d'agrégats (réutilisation de fraisats d'enrobés) à un taux supérieur à 10%. pendant le **délai de 3 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

- couches d'assise de chaussée en enrobés hydrocarbonés fabriquées sans incorporation d'agrégats (réutilisation de fraisats d'enrobés).

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.

#### Garantie de reprise des végétaux :

Pendant le délai de garantie des végétaux (soit 12 mois après la plantation), l'entrepreneur est responsable de la bonne tenue des plantes.

La garantie comprend la reprise à 100 % des végétaux et une bonne végétation.

Durant la période de garantie, au mois de septembre aura lieu un constat de reprise contradictoire à la suite duquel l'entrepreneur effectuera un remplacement entre le 01 novembre et le 31 décembre de la même année de tous les végétaux morts, dépérissant ou endommagés.

Ce remplacement ne donne pas lieu à paiement à l'entrepreneur qui prend à sa charge les prestations suivantes :

- arrachage et évacuation du plant,
- fourniture et plantation du plant de remplacement,
- remise en place ou changement si nécessaire, des systèmes d'arrosages et/ou de tuteurages.

Les remplacements se feront en taille supérieure à celle de la première année de plantation afin d'homogénéiser l'aspect d'ensemble. Toute précaution sera prise pour éviter la détérioration des plantes saines.

Dans le cas où le remplacement d'une plante comporterait des risques pour les végétaux voisins, un accord pour une éventuelle modification d'emplacement ou de définition devra être demandé au Maître d'œuvre.

#### Définition de remplacements

Les végétaux remplacés pendant la période de garantie devront l'être dans la même variété et la même force que celle prévue par la définition de fournitures.

Le remplacement sera effectué dans de bonnes conditions et pendant les périodes normales de plantation.

Circonstances spéciales :

L'entrepreneur est délié de ses obligations contractuelles ou de la garantie des plantes dans les cas suivants :

- en cas de détérioration des plantes intervenant jusqu'à la réception définitive par des forces majeures reconnues par les pouvoirs publics (grêle, gel, infections parasitaires exceptionnelles, etc...) ou vandalisme.
- s'il est obligé d'effectuer la livraison à une époque défavorable, sans qu'aucune faute ne puisse lui être imputée. Dans ce cas, il doit en aviser par écrit le Maître d'Œuvre avant la fourniture.
- en cas d'utilisation abusive par les utilisateurs.

Dans tous les cas, l'entrepreneur apportera la preuve que la cause de mortalité est indépendante de ses prestations issues du marché.

Garantie de reprise de l'engazonnement : Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de prise de l'engazonnement sur l'ensemble des 2 sites pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Durant ce délai, l'Entrepreneur est tenu de réensemencer, à ses frais, les parties où les semis n'auraient pas suffisamment levé.

Il sera procédé à une visite tous les six mois (au printemps et en automne) permettant de déterminer les reprises éventuelles.

La première visite se déroulera avant l'intervention du semis de consolidation.

## **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut



résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 0%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

### **11-1. Les conditions de réalisation**

En application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et ainsi de lutte contre le chômage.

Cette clause est définie de la façon suivante :

<b>Marché (TF + TO1)</b>	<b>Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché</b>
	630 heures

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser durant toute l'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cela consistera à réserver au public visé à l'article 11.2 du CCAP le nombre d'heures prévues à l'exécution du marché.

La clause sociale d'insertion obligatoire sera réalisée par le ou les titulaires ou par son (ou ses) sous-traitant(s) ou cotraitants, le nombre d'heures d'insertion étant calculé au prorata de la part d'activité réalisée.

## **11-2. Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 11.4.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise en emploi.

Sont notamment concernés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois sans activité ou en activité ponctuelle,
- Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), demandeurs d'emploi ou leurs ayants droits,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que par les dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième Chance (E2C).
- Les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois ET s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi).
- En outre, le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionne à l'article 11.4 peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi.

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail conformément à l'article 11.3 du CCAP.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, un temps de travail nécessaire à la production du marché.

## **11-3. Les modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

**1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA)

**2ème modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en

insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- d'une association intermédiaire (AI).

Selon les particularités de territoire, il pourra s'agir d'une entreprise de travail temporaire dans les conditions de partenariats définis localement avec le dispositif des clauses sociales d'insertion.

**3ème modalité :** l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

#### **11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, la DIR Centre-Ouest s'appuie sur un dispositif d'accompagnement.

Ainsi, l'entreprise retenue devra prendre contact avec le facilitateur de la clause sociale :

Conseil départemental de la Haute-Vienne  
Pôle Emploi Insertion  
11, rue François Chénieux – CS 831223  
87000 LIMOGES  
**Contact : M. Philippe JEANDEL**  
chargé de Missions Emploi Insertion  
Tel : 05 44 00 16 57 - Mail : philippe.jeandel@haute-vienne.fr

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement en charge du suivi de la clause sociale.

#### **11.5 Globalisation des heures d'insertion**

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 11.4 du CCAP (ou du facilitateur local), la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion,
- S'exécutant dans le même délai d'exécution,
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention des facilitateurs concernés.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au dispositif d'accompagnement de la clause sociale mentionnée à l'article 11.4 du CCAP (ou au facilitateur local). Elle peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

## **11.6 Les modalités de contrôle**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À cet effet, le titulaire fournit aux facilitateurs locaux chaque mois (avec justificatifs), tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation .....).

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le Donneur d'ordre peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.7.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné à l'article 11.4 du CCAP.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent pas le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut annuler totalement ou partiellement la clause sociale d'insertion ou la suspendre partiellement s'il s'agit d'un marché pluriannuel. L'annulation ou la suspension est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Direccte ou au juge.

À l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

## **11.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à SOIXANTE EUROS (60 €) par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Liste des dérogations		
CCAP 1-3.10	déroge aux articles	3.1 et 3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP - 1-8	déroge à l'article	3.8.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	9.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 et 19.2.2 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinea du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinea du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	Déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-7-3	déroge à l'article	44.1 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG